

Un complot secret pour faire entrer 50 millions de travailleurs africains dans l'UE

écrit par Julien Martel | 8 novembre 2019



Cet article a été publié il y a onze ans, le 11 octobre 2008, dans le journal anglais *The Daily Express*. Il a été cité par BobbyFR94 dans son texte récent [Pourquoi ont-ils choisi l'islam pour nous exterminer?](#)

Bobby recommande d'utiliser Google Trad. Pour ma part, je conseille plutôt le traducteur en ligne [DeepL](#). Allez sur le site, collez-y le texte dont vous souhaitez la traduction (moins de 5000 caractères pour la version gratuite, opération renouvelable à l'infini sans frais). Vous obtenez une traduction déjà assez bonne, voire très bonne lorsqu'il s'agit de textes non littéraires, ce qui est généralement le cas avec les articles de journaux. Il faut enfin faire quelques retouches plus ou moins lourdes.

Le temps passé à traduire n'est qu'une fraction du temps que demande l'écriture d'un article de taille semblable, donc pour ceux qui n'écrivent jamais d'articles car ils n'ont « pas le temps », « pas le niveau », « peur du ridicule », c'est un bon moyen de contribuer à la résistance. Quelques sources d'articles à traduire : Voice of Europe, The Religion of Peace, Infowars, Gates of Vienna, The American Thinker, Robert Spencer, Pamela Geller, Tommy Robinson...

Trêve de blabla, voici l'article traduit qui vient en annexe de l'[article de BobbyFR94](#) :

Un complot secret pour faire entrer 50 millions de travailleurs africains dans l'UE

Plus de 50 millions de travailleurs africains vont être invités en Europe dans le cadre d'un vaste accord migratoire secret, révèle aujourd'hui le *Daily Express*.



MARCHÉ DU TRAVAIL : Des millions d'Africains pourraient

obtenir le feu vert pour se rendre en Europe à la recherche d'un emploi.

L'ouverture cette semaine au Mali d'un « centre pour l'emploi », financé par les contribuables, n'est qu'un premier pas vers la promotion de « la libre circulation des personnes en Afrique et dans l'UE », qui suscite la controverse.

Les économistes bruxellois affirment que la Grande-Bretagne et d'autres États de l'UE auront « besoin » de 56 millions de travailleurs immigrés d'ici 2050 pour compenser le « déclin démographique » dû à la baisse des taux de natalité et à la hausse des taux de mortalité en Europe.

Le rapport d'Eurostat, l'agence statistique de l'UE, met en garde contre le fait qu'un grand nombre de migrants pourrait être nécessaire pour combler le déficit dans deux ans si l'Europe veut avoir l'espoir de financer les besoins de retraite et de santé de sa population âgée qui ne cesse de croître.

Il est écrit : « Les pays à faible taux de fécondité pourraient avoir besoin d'un nombre important d'immigrants au cours des prochaines décennies s'ils veulent maintenir le nombre actuel de personnes en âge de travailler. Avoir suffisamment de personnes en âge de travailler est vital pour l'économie et les recettes fiscales. »

Le rapport, rédigé par l'eurodéputée française Françoise Castex, demande que les immigrés bénéficient de droits légaux et d'un accès aux prestations sociales telles que les allocations chômage ou familiales.

Mme Castex déclare : « *Il est urgent que les États membres adoptent une approche calme de l'immigration. Pour dire « oui », nous avons besoin de l'immigration... ce n'est pas un fait nouveau, nous devons l'accepter.* »

Parmi les propositions figure la création d'un système de « carte bleue », basé sur la carte verte américaine, qui offre tous les droits au travail et à l'aide sociale.

Les titulaires d'une carte bleue auraient le droit de circuler librement dans l'UE et de s'établir dans l'un des 27 États membres.

Hier soir, Sir Andrew Green, de MigrationWatchUK, a dit : « L'Angleterre, avec la Hollande, est déjà le pays le plus peuplé d'Europe. En l'état actuel des choses, nous devons construire l'équivalent de sept villes de la taille de Birmingham sur 25 ans pour les immigrants que le gouvernement attend déjà. Une fois de plus, la politique de l'UE de la taille unique pour tout le monde produit des résultats absurdes. Ces propositions seraient ridicules si elles étaient appliquées à la Grande-Bretagne. Le gouvernement doit s'assurer que ces permis de travail ne sont pas valides pour le Royaume-Uni. Des niveaux d'immigration plus élevés sont la dernière chose dont nous avons besoin à l'approche d'une récession. »

Et le Ministre de l'Intérieur du Shadow Cabinet*, Dominic Grieve, a dit : « Lorsque les ministres parlent avec fermeté des efforts de contrôle de l'immigration, ils doivent expliquer clairement que la politique nationale n'est pas sapée par des moyens détournés à Bruxelles. »

Le chef du Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni, Nigel Farage, a qualifié cette décision d' « outrage ». Il a dit : « Plus vite la Grande-Bretagne reprendra le contrôle de la politique d'immigration, mieux ce sera. »

Ces propositions, qui s'inscrivent dans le cadre du partenariat Afrique-UE signé au Portugal en décembre 2007, mettent également en garde contre les effets négatifs de l'immigration massive et appellent à « une meilleure intégration des migrants africains ».

Les auteurs du rapport appellent également à une approche compatissante à l'égard des huit millions d'immigrés clandestins qui vivent déjà dans l'UE :

« Les migrants en situation irrégulière ne doivent pas être traités comme des criminels. Beaucoup risquent leur vie en cherchant la liberté ou les moyens de subsistance en Europe. Tant que l'UE aura un niveau de vie plus élevé que les pays du Sud et de l'Est, la tentation sera grande, surtout s'il y a des emplois à pourvoir. »

La déclaration invite l'UE à aider les gouvernements africains à mettre en place des centres d'information sur les migrations *« pour mieux gérer la mobilité de la main-d'œuvre entre l'Afrique et l'UE »*.

Le premier a été l'ouverture lundi de l'agence pour l'emploi à Bamako, capitale du Mali. D'autres centres devraient ouvrir prochainement dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest et plus tard en Afrique du Nord.

Hier, le *Daily Express* a révélé que, dans une apparente contradiction de la politique d'immigration, des milliers de migrants – comme Kanoute Tieny du Mali – reçoivent de l'UE jusqu'à 5 500 livres de subventions pour rentrer en Afrique.

Le président français Nicolas Sarkozy souhaite mettre en œuvre un plan d'immigration à l'échelle de l'UE d'ici la fin de l'année, lorsqu'il quittera ses fonctions de président du Conseil de l'Union européenne.

Cet organe met en œuvre la politique proposée par la Commission européenne et examinée par le Parlement européen.

Le ministre français de l'immigration, Brice Hortefeux, a représenté l'ensemble des 27 États membres de l'UE, y compris la Grande-Bretagne, dans le cadre d'une série de tournées à travers l'Afrique de l'Ouest pour aider à élaborer une stratégie.

Hier soir, le ministère de l'Intérieur a déclaré que le Royaume-Uni n'avait rien à voir avec ce plan européen.

Un porte-parole de l'Agence frontalière a déclaré que l'initiative vise à promouvoir les routes migratoires légales dans l'espace Schengen de l'UE, dont le Royaume-Uni s'est retiré. Cette zone comprend la plupart des États membres, mais pas tous.

« Nous gardons donc le contrôle total de nos propres frontières et de notre système d'asile. »

Source : express.co.uk

.

Liens :

[Pourquoi ont-ils choisi l'islam pour nous exterminer ?](#)

[La crapule Sutherland, chef du service migratoire de l'ONU, a enfin rendu son âme au diable. Champagne !](#)

[L'ONU reconnaît le « Grand Remplacement », imposé par les élites aux peuples jamais consultés !](#)

[Comprendre les liens entre l'immigration, les retraites et la dette](#)